



CDEN du 2 septembre 2025

Déclaration FSU-CDEN 62 du 2 septembre 2025

Une nouvelle rentrée sous le signe de l'instabilité institutionnelle: nous ne comptons plus le nombre de ministres de l'Education Nationale , nous en oublions les noms...Y aura-t-il même un.e ministre dans quelques jours?

La seule stabilité existante: celle des choix calamiteux pour le Service Public de l'Education Nationale puisque nos dirigeants , au lieu de considérer l'Education comme un investissement , préfèrent la considérer obsessionnellement comme une dépense à réduire à tout prix. Les projets de budget 2026 font froid dans le dos: suppression de 3000 emplois dans la Fonction Publique, non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de l'année suivante ,année blanche pour la protection sociale c'est-à-dire baisse du montant des prestations , suppression de 2 jours fériés... l'Education Nationale , sous couvert de baisse démographique , sera sommée de fournir une partie des 44 milliards exigés. Il ne faut jamais avoir mis les pieds incognito dans une école, un collège , un lycée , un CIO ou un service pour penser que cela est envisageable. L'Ecole craque de tous les côtés, nous n'avons de cesse de vous alerter, et elle ne tient que par l'engagement et même le dévouement des personnels. Les inégalités se creusent , les moyens manquent pour tout , de plus en plus d'élèves sont en difficulté Est-ce normal dans le 7<sup>e</sup> puissance économique mondiale? Les personnels n'en peuvent plus des réformes destructrices qui s'accumulent ,n'en peuvent plus de devoir tenir le système à bout de bras , sans aucune reconnaissance salariale , sans aucune reconnaissance tout court d'ailleurs. Est-ce normal dans la 7<sup>e</sup> puissance économique mondiale?

Il manque aujourd'hui des professeur.es dans les collèges du département, comme dans les lycées généraux, technologiques et professionnels, malgré le recrutement de dizaines de contractuel.les , le métier est tellement attractif... Il manque des personnels de santé et de service social, des psy-EN des AED , des CPE , des assistants de prévention et de sécurité etc...Avec 127 emplois supprimés dans le 1er degré , il va aussi manquer très vite de remplaçants.

Les classes sont parmi les plus chargées des pays de l'OCDE , 22 en moyenne en France dans le 1er degré contre 19 , et 26 en moyenne en collège contre 21...Cela nuit aux conditions d'apprentissage et de réussite de nos élèves en particulier dans notre département, le 7<sup>e</sup> le plus pauvre de France métropolitaine...Il aurait fallu profiter de la baisse démographique amorcée pour améliorer les conditions d'enseignement et donner un avenir plus favorable à nos élèves, nous n'avons là encore de cesse de le répéter. Au lieu de cela les conditions se dégradent encore , les choix d'options se réduisent toujours et la fuite vers l'enseignement privé au niveau du collège s'accroît au niveau national.Dans certaines villes du département comme Lens, la ségrégation scolaire est une réalité choquante.

L'inclusion , là encore un marronnier de nos déclarations, est synonyme de souffrance pour les personnels, pour les élèves en situation de handicap et pour les élèves de la classe car il manque d'AESH et que dans nombre de cas , le saupoudrage ou l'AESH chargé.e de 2 ou 3 élèves dans une même classe en même temps n'apporte pas l'aide nécessaire.Et ce ne sont pas les PAS qui vont améliorer cela , bien au contraire. Le choc des savoirs se poursuit comme si le rapport de l'Inspection Générale , qui confirme toutes nos analyses, n'avait pas été publié en juin...

Dans le 1er degré, les nouveaux programmes, encore flous à ce jour, inquiètent les équipes. Les injonctions contradictoires entre liberté pédagogique et prescriptions de plus en plus descendantes, déconnectées de la réalité des classes pèsent lourdement .

En EPS se mettent en place en 6è, des tests de niveau , à rebours de la philosophie de l'éducation physique et sportive. Il manque de piscines , de moins en moins d'élèves peuvent apprendre à nager avec les conséquences dramatiques que nous avons connues cet été.

Et que dire des moyens matériels qui font de plus en plus souvent défaut pour travailler dans des conditions normales? L'Etat donne le mauvais exemple puisqu'il a décidé de changer les programmes en 6ème en français , en maths et en LV mais n'a pas donné de dotation pour la 2è LV commencée en 6è. Pas de manuel donc conforme aux nouveaux programmes. Les enseignants sont censés se débrouiller... Les collectivités territoriales subissant elles aussi des coupes budgétaires , c'est tout le quotidien qui est impacté. Faudra -t-il choisir bientôt entre un bus pour une sortie culturelle, des moyens en reprographie ou le chauffage? Enfin , l'Unicef a publié il y a quelques jours les chiffres des enfants sans toit. Sans surprise , la France bat des records : 2150 enfants n'ont pas de toit dont 500 de moins de 3 ans, c'est une augmentation de 30% depuis 2022. Notre département est touché, nous vous avons alerté ici même il y a un an .Ce sont nos élèves .Est-ce normal dans la 7è puissance économique mondiale?

Une bonne nouvelle pourtant en cette rentrée : la mise en oeuvre du programme Evars grâce à notre ténacité et contre les menaces de l'extrême-droite , y compris sur des personnels. Rêvons un peu: et si on avait des moyens pour le mettre en place ...?

Pour la FSU, d'autres choix économiques et politiques sont possibles : taxer les très très hauts patrimoines par exemple , ceux qui ont enflé depuis la crise sanitaire alors que la majorité de la population et en particulier les fonctionnaires se sont appauvris. Cela permettrait de faire vivre l'Education Nationale , cela permettrait de lui donner l'importance qui lui est due dans la 7è puissance économique mondiale. C'est pour cela que la FSU soutiendra les mobilisations du 10 septembre et qu'elle appelle avec l'intersyndicale nationale au 18 septembre. L'austérité n'est ni une fatalité , ni une solution.